



Agir pour le système éducatif, pour nos métiers, pour nos élèves

STATUTS MENACÉS **POSTES SUPPRIMÉS**
COLLÈGE EN PANNE **MÉTIERS DÉNATURÉS**
LYCÉES DÉBOUSSOLÉS **ORIENTATION DÉTOURNÉE**
FORMATION DES MAÎTRES NIÉE
SALAIRES PLOMBÉS
PARCE QUE NOUS NE VOULONS PAS DE CETTE ÉCOLE-LÀ !
HEURES SUP. IMPOSÉES
ÉDUCATION PRIORITAIRE DÉMANTÉLÉE
STI-STL DÉNATURÉES **VIE SCOLAIRE DÉGRADÉE**
LP-SEP SACRIFIÉS **NON-TITULAIRES MÉPRISÉS**
PRIVÉ AVANTAGÉ **LIVRET DE COMPÉTENCES IMPOSÉ**

Samedi 19 mars



le second degré à Paris

Le Service Public d'Éducation :

AGIR LOCAL ...

Les feux de l'actualité sont mis sur la préparation de la prochaine rentrée dans les lycées et les collèges. Partout dans les établissements, se sont multipliées des initiatives et des actions autour d'un même constat : « **plus d'élèves , moins de postes, réformes à jeter** ».

La grève du 10 février (à l'appel des syndicats de la FSU rejoints par la seule CGT) a permis une première journée de convergences. Sa réussite, avec des taux de grévistes importants, une forte participation à la manifestation régionale (plus de 2500 manifestants à Limoges), la présence d'un nombre significatif de parents et d'élèves, **appelle des suites**.

Aussi, **dès la rentrée des congés de février, il convient de construire de nouvelles étapes** où le SNES-FSU entend prendre toutes ses responsabilités. Le service public d'éducation, ses moyens, ses valeurs, ses personnels sont en effet l'objet d'une entreprise cohérente de démolition qui est au cœur de la politique gouvernementale. Et c'est bien sur ce terrain, la défense du service public d'éducation, que doivent être recherchées les modalités de nouvelles actions avec l'objectif de rassembler massivement usagers (parents, élèves) et personnels.

Ainsi, au plan local, la consultation du CTPA (comité technique paritaire académique) sur l'ensemble des suppressions de postes remontées des établissements pourrait-elle constituer une nouvelle journée de larges convergences autour de la contestation du cadre budgétaire de la prochaine rentrée.

PENSER GLOBAL

Mais il y aurait quelque désillusion à n'en rester qu'au seul combat contre les suppressions de postes, tant elles ne constituent qu'une des pièces d'un puzzle dont l'aboutissement est la nouvelle école que veulent Sarkozy, Fillon, Chatel.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement le régime minceur qu'ils tentent de nous imposer. Ce qui est en jeu, c'est la mise en place d'un système éducatif en totale rupture avec son histoire.

Inspiré des modèles libéraux et des recommandations de l'OCDE, le projet gouvernemental prône, sur fond de restrictions budgétaires, l'autonomie des établissements et de leurs chefs, la mise en concurrence, la remise en cause du statut de fonctionnaire d'Etat, une orientation scolaire qui occulte toutes les dimensions psychologiques et sociales dans la construction d'un projet individuel et dans la réussite scolaire.

Abandon de l'éducation prioritaire au profit du dispositif CLAIR, internats d'excellence d'un côté et ERS (établissements de réinsertion scolaire) de l'autre, expérimentations locales de toutes les déréglementations, réformes de structures pour une scolarité conçue en deux blocs (« école du socle » pour la scolarité obligatoire, « école supérieure » allant du lycée à la licence pour 50 % d'une génération) sont les éléments structurants de cette politique. **Pour les élèves, cela signifie tri social, et renvoi à la responsabilité individuelle en cas d'échec. Pour les personnels, les conséquences sont déjà là : perte de sens de nos métiers, travail empêché par la multiplication des injonctions, des formes de caporalisation, des tâches supplémentaires et des situations contradictoires entre objectifs assignés et moyens alloués pour les atteindre, précarisation accrue, surcharge de travail dans des conditions détériorées ...**

MOBILISATION

NATIONALE le 19 MARS

La préparation de la rentrée 2011 confirme les analyses du SNES : c'est bien l'ensemble de la politique éducative qui est en cause. Le collectif « un pays, un école, un avenir », après le 22 janvier, appelle à une nouvelle journée unitaire le 19 mars. Le SNES s'inscrit dans

on l'aime, on le défend

cette initiative qu'il a, avec la FSU, largement impulsée. Elle s'inscrit, après la grève du 10 février, dans l'action menée depuis le 6 septembre. Le second degré, cible prioritaire des attaques que subit le système éducatif, doit trouver les modalités d'une expression forte à l'occasion de cette journée. Le SNES appelle les personnels d'éducation, d'orientation et de vie scolaire à se rassembler dans la manifestation à PARIS qui doit ainsi revêtir une ampleur exceptionnelle.

AUTONOMIE = un leurre

Autonomie : voilà le remède miracle qui guérirait tous les maux dont souffre le système éducatif. **Et c'est en son nom que le gouvernement, le ministre, avancent une pièce par-ci, une pièce par-là, sans que l'architecture d'ensemble de ce qu'ils construisent soit immédiatement lisible.**

Ainsi avons-nous eu droit à la réforme de la gouvernance des collèges et des lycées, à la création d'un conseil pédagogique sans légitimité pour contourner les CA, aux premières contractualisations de moyens en lien avec le projet d'établissement, à une réforme des lycées dont le tiers des horaires d'enseignement est piloté par le terrain. S'y ajoutent dorénavant la prime au mérite pour les recteurs, le choix de faire basculer près de 2000 écoles, collèges et lycées sous statut dérogatoire (établissements CLAIR) avec recrutement local des enseignants...

Il est temps, grand temps que les victimes du miroir aux alouettes que constitue l'autonomie - on en trouve malheureusement au plan syndical - prennent la mesure de la gravité de ce qui est en marche. Le droit à l'erreur existe. Persister dans l'erreur relèverait de la complicité. **Car l'autonomie est à la fois moyen et finalité de l'entreprise de destruction de l'École de la République. Elle est au cœur même de l'idéologie néolibérale.** Elle génèrera de manière quasi mécanique le corollaire du libéralisme : l'accroissement des inégalités instaurant dans l'éducation « l'école à deux vitesses ».

La grande mue se prépare donc, par touches successives. Et, parce que dans tout « système » autonome, **il faut des chefs**, le ministre s'emploie à choyer les chefs d'établissement avec cette pitoyable et insultante proposition de prime au mérite, confondant une fonction de puissance publique avec la direction d'une PME ou d'un supermarché.

Il faut aussi des personnels corvéables, soumis, dépourvus d'un certain nombre de garanties qu'ils tirent de leur statut. Se multiplient donc, semaine après semaine, des projets ou des déclarations qui ont en commun de lever les obstacles statutaires qui entravent la politique éducative du gouvernement. C'est le retour de la bivalence en collège avec l'école du socle, c'est encore l'évaluation des enseignants renvoyée au local et au chef d'établissement y compris dans le domaine pédagogique. Et c'est maintenant les déclarations de Chatel portant sur « *le temps de service des enseignants* », insinuant que « *les statuts ne sont pas en relation avec les «évolutions du métier* ».

La boucle est bouclée. Personne ne peut ignorer là où ils veulent en venir. **Il faut arrêter la machine. Interpellons donc le gouvernement et ses ministres, alertons l'opinion sur les catastrophes programmées.** Soyons massivement dans la rue le 19 mars aux côtés des parents, des lycéens et des étudiants. Exprimons notre colère sous les fenêtres de Chatel.

Orientation : dernière minute

Les CO-Psy et les directeurs de CIO à l'appel du SNES seront aussi dans l'action le 18 mars, face aux projets concernant le service d'orientation tout au long de la vie. À mesure que la mise en place des « pôles orientation pour tous » se précise, en Région, les annonces de fusions, fermetures et déménagements de CIO s'accroissent. Nous venons d'apprendre que dans l'académie sur les 11 suppressions de postes d'agents administratifs prévues à la prochaine rentrée, 9,5 le seraient dans les CIO ! Il s'agit ni plus ni moins que de la mise à mort du service public d'orientation empêché ainsi de fonctionner.



ÉTABLISSEMENTS DANS L'ACTION

Partout, l'insuffisance des DGH, les prévisions d'effectifs dans les classes, les suppressions de classes et d'options, les suppressions de dédoublements, les regroupements de séries ou de niveaux sont vécus comme de véritables agressions, tant par les personnels que par les parents d'élèves. La mobilisation est à la hauteur des coups qui sont portés au coeur même des établissements : opérations collèges-lycées morts, occupations, manifestations, demandes d'audiences auprès du Recteur, ... La grève du 10 février à l'appel de la FSU a été un succès, fédérant les mécontentements. Le recteur Bertch refuse pourtant d'entendre la colère des parents d'élèves et des enseignants et fait même le choix de la traiter par le mépris : « vous pouvez manifester, séquestre, m'envoyer vos notes, ça ne changera rien ». Silence radio aussi du côté du ministre. Nous n'avons pas d'autres choix que de continuer encore plus nombreux ! Les dégradations sont nombreuses dans les établissements, elles résultent toutes de la politique éducative décidée par Sarkozy et Chatel qui dégrade les conditions d'études de nos élèves comme nos conditions de travail, tout en aggravant les inégalités scolaires. Il s'agit donc de combattre ensemble de telles orientations et de permettre la convergence des luttes, comme en Haute-Vienne où parents et enseignants se retrouveront tous les mercredis de 12h à 15h devant le rectorat. Après la grève du 10 février, la journée nationale de manifestations du 19 mars permettra de fédérer et de donner une visibilité nationale à l'exigence d'une autre politique éducative.

ÉDUCATION NATIONALE MANIFESTATION NATIONALE SAMEDI 19 MARS

Départs, pour la manifestation à Paris, organisés depuis les départements

Inscriptions dans les établissements (panneau syndical), par mail ou par téléphone

au plus vite -pour ajustement des capacités-

Corrèze : s2-19@limoges.snes.edu , 05 55 86 19 59

Creuse : snes23@laposte.net , 05 55 41 16 32

Haute-Vienne : s2-87@limoges.snes.edu , 05 55 79 61 24

Je ne peux pas venir mais **je soutiens l'action du SNES-FSU** : j'envoie mon chèque à l'ordre du SNES au 40 av St Surin, Limoges, et j'indique au dos "action"

Horaires des départs donnés ultérieurement

